Le pouvoir aux travailleurs

20 FEVRIER 2021

N° 271

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Le capitalisme mène l'humanité vers la catastrophe

Éditorial

L'HUMANITÉ A LES MOYENS DE COMBATTRE BIEN DE FLÉAUX, MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI FAIT OBSTACLE — Page 3 - 4

LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOROUTE TIEBISSOU-BOUAKE EN LUTTE — Page 5 - 6

LES PETITS PLANTEURS DE CACAO ET LES OUVRIERS : DES LAISSÉS-POUR-COMPTE ! — Page 9 - 11

NIGERIA : SHELL, OR NOIR ET MAINS SALES — Page 16

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- L'HUMANITÉ A LES MOYENS DE COMBATTRE BIEN DE FLÉAUX, MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI FAIT OBSTACLE ……..	3 - 4
- LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOROUTE TIEBISSOU-BOUAKE EN LUTTE.....	5 - 6
- UNIWAX : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE FACE AU PATRON	6
- SINAPLAST : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'EMBAUCHE…….	6 - 7
- UNE DÉGRADATION CONTINUE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ……..	7
- LES SANGSUES !…….	9
- LES PETITS PLANTEURS DE CACAO ET LES OUVRIERS : DES LAISSÉS-POUR-COMPTE !…….....	9 - 11
- INCONCEVABLE MAIS VRAI !……	11 - 12
- LES PROFITS COULENT À FLOTS POUR LES CAPITALISTES ! ….....	12
- LA BARBARIE DE L'EXCISION A ENCORE DE BEAUX JOURS ! ……	13
- TOUT EST PERMI AUX RICHES ET À LEURS SERVITEURS ! …….	14
- DEUX PERSONNES ACCUSÉES DE SORCELLERIE BRULÉES VIVES …	14
- ENFANTS VENDEURS AMBULANTS : C'EST CE QUE LA BOURGEOISIE NOUS OFFRE ……..	15
- WILLIAMSVILLE : UNE MANIFESTATION CONTRE DES CORPS HABILLÉS TUEURS ……...	15
- NIGERIA : SHELL, OR NOIR ET MAINS SALES ……	16

E d i t o r i a l

L'HUMANITÉ A LES MOYENS DE COMBATTRE BIEN DE FLÉAUX MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI FAIT OBSTACLE

Une fois de plus, la lutte contre l'actuelle pandémie de Covid montre que le danger ne provient pas seulement du virus lui-même mais surtout de l'organisation capitaliste de la société. Alors même que la recherche scientifique a permis de découvrir assez rapidement des vaccins permettant de combattre le virus et que l'on peut produire les vaccins en grande quantité pour protéger l'ensemble des habitants de cette planète, on constate que seuls quelques pays riches peuvent se les procurer en quantité importante alors que les pays pauvres n'en reçoivent qu'au compte-goutte.

Même dans un pays riche comme la France, seuls quelques pourcents ont reçu la première dose de vaccin. À ce rythme, il faudrait deux ans pour vacciner la moitié population de ce pays ! Que dire alors de la situation des pays pauvres ? Ceux qui ont de l'argent pourront toujours se faire vacciner là où ils peuvent, mais qu'en sera-t-il de l'écrasante majorité qui n'en a pas les moyens ?

Tous les dirigeants des pays riches s'accordent à dire que le combat contre ce virus doit être au niveau mondial sinon le virus continuera de se propager et de tuer, y compris dans les pays riches qui disposent de vaccins. Mais entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font il y a un gouffre qu'ils ne peuvent pas et surtout qu'ils ne veulent pas franchir car ils sont pieds et poings liés aux intérêts du grand capital.

Pour combattre efficacement le virus, il faudrait mettre en commun les connaissances, y compris celles des scientifiques chinois, russes ou cubains. Il faudrait supprimer le secret commercial et la sacro-sainte propriété intellectuelle des laboratoires. Il faudrait les forcer à partager leurs découvertes, pour que les vaccins soient fabriqués dans toutes les

entreprises qui en sont capables. Il faudrait que la production des vaccins soit collective et ne serve pas à faire du profit mais à sauver des vies. En un mot, il faudrait rejeter la concurrence et la propriété privée.

Les dirigeants de la planète ne parviennent même pas à obtenir des trusts pharmaceutiques qu'ils renoncent à une partie de leurs profits, pour rendre les vaccins accessibles aux pays pauvres. Ils se refusent à tout bras de fer contre les grands laboratoires pharmaceutiques, quand bien même il serait salutaire pour toute la société, et pour les capitalistes eux-mêmes. Cette crise montre la nature réelle des dirigeants politiques qui prétendent gouverner : des paillassons de la grande bourgeoisie !

Ce qui est vrai pour la lutte contre le Covid l'est aussi pour d'autres maladies telles que le paludisme, le choléra, et bien d'autres dont on connait les remèdes et qui continuent pourtant de faire des millions de victimes chaque année dans les pays pauvres.

L'humanité possède les connaissances et les moyens d'éradiquer bien de fléaux, de permettre à chacun de vivre et de se loger décemment. Elle a les moyens de construire des hôpitaux et des écoles, des routes, des barrages, des ponts et bien d'autres choses utiles aux habitants de cette terre. Mais pour cela, il faudra enlever des mains de la bourgeoisie les moyens de productions et les mettre au service de la grande majorité de la population qui ne profite ni des richesses ni des connaissances accumulées depuis des siècles. Cette œuvre ne pourra être réalisée que par la classe des prolétaires car c'est la seule classe qui n'a que ses chaînes à perdre dans la disparition du système capitaliste.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOROUTE TIEBISSOU-BOUAKE EN LUTTE

Depuis quelques mois, les travailleurs de l'entreprise chinoise CNCTPC qui font le bitumage du tronçon Tiébissou-Bouaké, sont régulièrement en grève contre les mauvais traitements qu'ils subissent.

Pour la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, l'Etat ivoirien a confié les travaux à deux grandes entreprises du BTP, une marocaine et l'autre chinoise. C'est cette dernière qui a eu le gros lot, sur une longueur de plus de 60 kilomètres qu'elle a sectionné en trois lots : Le lot A basé à Tiébissou emploie plus de 350 travailleurs. Le lot B basé à l'entrée de la ville de Bouaké emploie aussi à peu près le même nombre de travailleurs et enfin le lot C situé au nord de la ville de Bouaké avec environs 250 travailleurs.

Les conditions de travail sur ces trois lots sont très pénibles comme c'est d'ailleurs le cas souvent sur les chantiers. Les travailleurs n'ont droit à aucun repos durant tout un mois de labeur. Les salaires sont très bas pour 9 heures, voire 10 heures de travail par jour. Pour un oui ou pour un non, les petits chefs n'hésitent pas s'en prendre physiquement aux travailleurs. Les ouvriers sont renvoyés à tour de bras.

C'est face à toutes ces brimades que les travailleurs ont commencé à se révolter. Les premiers à le faire étaient ceux du chantier du lot B en 2019. Après des jours de grève, la direction a concédé quelques avantages comme : l'élection de délégués du personnel ; le changement de statut de journalier en celui du contrat à durée déterminée ; le paiement des heures supplémentaires, la déclaration à la CNPS et la production de bulletins de salaires.

Au mois de juin 2020, ceux du lot C s'organisent pour réclamer tout ce que leurs collègues du lot B ont obtenu et même demandent le rappel de ce qui a leur été volé.

Quant aux travailleurs du lot A, entrés dans le mouvement après les autres, ils se sont illustrés en bloquant les travaux en début du mois de novembre 2020. Ils ont réclamé l'élection de délégués du personnel ainsi qu'une gratification annuelle et le respect de leur ancienneté, chose qui ne figure pas sur les bulletins, etc.

Au début, la direction a voulu jouer avec les nerfs des travailleurs. Mais quand ces derniers ont répliqué en laissant sécher le béton contenu dans trois toupies, la direction a reculé. Cependant de nombreuses revendications n'ont pas encore trouvé de solution, comme par exemple la question de l'ancienneté. Les travailleurs continuent de faire des arrêts de travail pour se faire entendre.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'idée de fédérer tous ces mouvements en un seul commence à germer dans la tête des travailleurs, même si c'est encore à l'étape de balbutiement.

UNIWAX : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE FACE AU PATRON

Chez Uniwax, une entreprise d'impression de pagnes située à la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs ont fait un débrayage qui a duré plusieurs heures.

Depuis un certain temps, ils se sont engagés dans une partie de bras de fer avec leur direction pour réclamer une augmentation de salaire afin de compenser un peu leur pouvoir d'achat perdu. Entretemps la direction a changé et la nouvelle équipe a promis de régler le problème. Une fois l'échéance arrivée à son terme, la direction présente aux travailleurs une augmentation mensuelle de deux mille francs, en tout et pour tout. Autant dire une moquerie. Les travailleurs excédés par cette annonce ont délégué leurs représentants pour demander des explications à leur direction. Celle-ci affichant tout son mépris, les a envoyés balader. C'est ce qui a entrainé le débrayage.

Depuis près de 20 ans, les travailleurs encaissent les coups. Cette fois-ci, nouvelle direction ou pas, ils ont refusé de se faire marcher dessus.

Les travailleurs ont fini par reprendre le travail. Toutefois, une chose est claire dans la tête de tout le monde, c'est par la mobilisation qu'ils peuvent se faire respecter par les patrons. Et les comptes ne sont pas bons.

SINAPLAST : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'EMBAUCHE

Sinaplast est une entreprise de plastique située dans la zone industrielle de Yopougon. Depuis plusieurs années les travailleurs réclament d'être embauchés. En effet, nombre d'entre eux ont plus de 10 ans d'ancienneté tout en étant régis sous le statut de journaliers. Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail difficiles. Il n'y a pas de matériel de protection, alors que les ouvriers sont exposés à des produits chimiques souvent très toxiques. Ils n'ont même pas de couverture médicale. S'ajoute à cela le problème des bas salaires qui ne permettent pas de tenir le mois.

Récemment, des négociations ont été entreprises avec les patrons pour remettre sur le tapis le même problème d'embauches. Mais tant que ça ne restait que des négociations, le patron faisait la sourde oreille.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs sont passés à la vitesse supérieure en déclenchant la grève. En réponse, la direction a fait venir des corps habillés pour les mater. Certains de leurs représentants ont même été renvoyés.

Le travail a repris le lendemain. Le patron croit avoir gagné la partie, mais aucun des problèmes posés n'a trouvé de solution. Les mêmes causes finiront tôt ou tard par produire les mêmes effets. Les travailleurs tireront nécessairement des leçons de cette grève !

UNE DÉGRADATION CONTINUE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

La récente augmentation du prix de l'huile a suscité beaucoup de grognes au sein des populations pauvres. Malgré les fanfaronnades du gouvernement sur la prétendue suspension de la mesure, la hausse a été maintenue sur le terrain. Il y a ainsi plein d'autres produits de première nécessité dont les prix ont augmenté. Par exemple concernant le riz de marque Maman, le sac de 25 kg coutait 25 000F par le passé. Aujourd'hui, ce sont des sacs de 22,5 kg qui sont vendus au même prix. Le savon Belle ivoire par exemple coutait 400 F pour 250 g. Aujourd'hui, le prix est le même sauf que le poids est passé à 200 g. Le prix du kg de viande sans os est passé de 2 500 F à 3 000 F. Mais la viande a disparu depuis bien longtemps des menus des familles ouvrières. Depuis la fin de l'année dernière, même le prix du poisson a connu une forte hausse.

Par le passé, les familles pauvres se rabattaient sur le poisson puisque la viande était hors de prix. Aujourd'hui, il ne reste plus que les côtes de porcs fumées, pour ne pas dire les carcasses.

Tout augmente, même les loyers dans les quartiers pauvres. La seule chose qui n'augmente pas, c'est le salaire des travailleurs.

Résultat, les travailleurs s'enfoncent inexorablement dans la misère. Nourrir sa famille relève aujourd'hui d'un casse-tête. Nombreux sont les travailleurs qui pour terminer un mois doivent attendre des acomptes sur le salaire, sans lesquels la situation devient intenable.

Une augmentation conséquente des salaires, ne serait-ce que pour compenser la perte du pouvoir d'achat des travailleurs, est une nécessité aujourd'hui. Mais patronat et gouvernement ne la concèderont que s'ils sont contraints et forcés par la mobilisation de la classe ouvrière.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

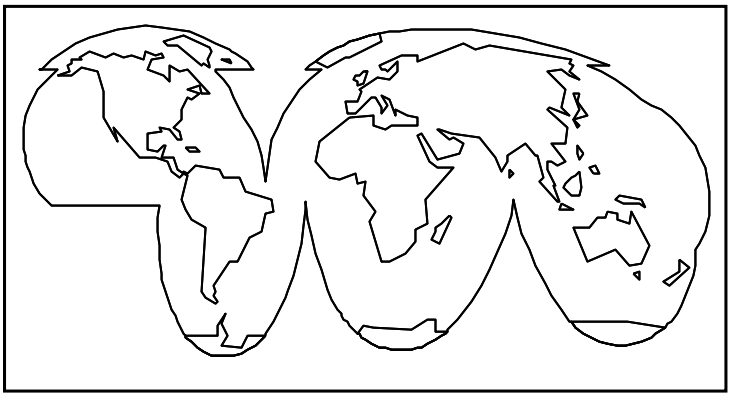
UN EXEMPLE DU QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Je suis ouvrier sur un chantier à Abobo sur la route d'Alépé et je réside à Marcory Anoumanbo. Pour être à l'heure au chantier je me réveille à 5h30 afin de me préparer et aller attendre le bus. Le premier bus me conduit d'Anoumanbo à la gare nord d'Adjamé. De là, j'emprunte un deuxième bus, qui me conduit à mon chantier. Une fois sur place, mon boulot exige que je reste en position debout durant toute la journée. J'ai des collègues de boulot qui résident à Yopougon. Eux ont choisi de loger chez des amis à proximité du chantier, ils dorment à plusieurs dans un logement de 3 pièces et économisent ainsi le temps et l'argent du transport journalier. Pendant toute la durée du chantier, il en sera ainsi.

Cette situation est le lot de la plupart des ouvriers dans le bâtiment. Les lieux de travail sont souvent éloignés des lieux de résidence. Les ouvriers, quand ils ne peuvent pas dormir sur place au chantier, se mettent à plusieurs pour louer des baraques dans les environs de leur lieu de travail. C'est donc chaque quinzaine qu'ils font un tour à la maison en famille.

Cela se passe de la même façon pour les ouvriers des zones industrielles. Les bas salaires ne permettent plus aux travailleurs d'effectuer les longs déplacements journaliers. Aussi, comme le transport en commun est infernal aux heures de pointe, cela fait de la fatigue en plus et du temps perdu. Les travailleurs pallient donc à ces insuffisances avec leurs moyens.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES SANGSUES !

Les dirigeants politiques, ceux au pouvoir comme ceux dans l'opposition, font de nouveau leurs petites guéguerres pour se disputer les postes qui leur permettraient de se placer au plus près de la grosse marmite bien remplie de l'argent de l'Etat.

Hier, ils se disputaient les postes ministériels. Aujourd'hui, c'est pour les postes de députés. Les cadavres d'hier, des morts cadeau, de ceux qui les ont suivis, n'ont pas encore séché. Les voilà déjà qui viennent de signer un pacte de « *bonne conduite* ».

Voilà par exemple, Kakou Guikahué, du Pdci. Il a été mis en prison par les gens du pouvoir, mais ça ne l'a pas empêché d'être aussitôt évacué en France pour être soigné, probablement en jet privé, comme Bakayoko tout dernièrement, aux frais de l'État.

Ces gens-là se relaient au pouvoir. Ils sont tous au service des intérêts des riches. Ils vivent grassement aux crochets de l'État, donc aux frais des contribuables, pour tous leurs soins. Et ce n'est pas dans les hôpitaux publics qu'ils se soignent car ils connaissent leur état de délabrement. Ceux-là ils les réservent pour les pauvres.

LES PETITS PLANTEURS DE CACAO ET LES OUVRIERS : DES LAISSÉS-POUR-COMPTE !

Comme on le dit dans les rues d'Abidjan, les planteurs de cacao sont « *dans pain actuellement* ». La filière est bloquée. Les fèves de cacao s'amoncellent dans les zones de production et de stockages, et les acheteurs se font rares.

Le 15 février 2021, une rencontre des planteurs de l'Indénié-Djuablin s'est tenue à la salle des fêtes de l'Hôtel de ville d'Abengourou. L'ordre du jour portait essentiellement sur la mévente du cacao et cette réunion a drainé du monde venu de toutes les contrées de l'Est de la Côte d'Ivoire. Selon le président des coopératives de cacao de cette région : « *C'est la désolation extrême dans les villages où la pauvreté gagne du terrain. Les producteurs ne savent plus à quel saint se vouer et ont du mal à retourner dans leurs plantations de peur de retrouver leurs manœuvres ivres de colère qui attendent d'être payés* ».

L E U R S O C I E T E

À l'ouest du pays le spectacle n'est pas diffèrent. À Kragui, village cacaoyer de l'ouest ivoirien, les fèves brunes s'amoncellent et il n'y a même plus assez de sacs de jute pour les stocker. Un cacaoculteur exprime son désespoir : « *Le cacao dort ici, ça veut dire que personne ne l'achète. Je ne gagne rien. Je peux tenir encore deux mois mais après, je n'aurai plus rien pour l'école et les soins de mes quatre enfant*s ».

C'est ainsi dans la plupart des villages de planteurs de la région du sud-ouest ivoirien épicentre de la production du premier producteur mondial « *d'or brun* ». Le cacao sèche au soleil, au milieu des cours familiales ou dans les magasins de stockage. Depuis maintenant plusieurs semaines, la filière est bloquée et les premiers touchés sont justement ceux qui ne peuvent pas se permettre de rester des mois sans revenu.

En 2020 la Côte d'Ivoire a exporté plus de 2 millions de tonnes. 2021 s'annonce plus difficile. Avec les effets négatifs de la pandémie du covid 19 qui se font sentir davantage, les commandes internationales ont baissé. Mais la crise sanitaire n'est pas la seule cause de la paralysie qui affecte le cacao. La Côte d'Ivoire et le Ghana s'étaient associés pour forcer les multinationales du chocolat à payer leurs fèves plus cher. Les deux pays ont instauré en 2020 un « *différentiel de revenu décent* » (DRD) de 200 Fcfa le kg. Cela devrait permettre d'améliorer la condition de vie des cacaoculteurs qui ne gagnent en moyenne que 6 % du prix d'une tablette de chocolat. Plus de la moitié d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Alassane Ouattara a annoncé en octobre 2020, un mois avant l'élection présidentielle, une hausse du prix du cacao payé aux planteurs, de 825 à 1 000 francs CFA le kilo, mais ce n'était qu'une annonce électorale.

Dès novembre, les deux majors mondiaux du chocolat (Hershey et Mars) ont contourné le circuit habituel pour acheter leur cacao sans payer le différentiel de revenu. Officiellement, le différend entre ces chocolatiers et les deux pays producteurs de cacao se serait depuis aplani, mais le compte n'y est toujours pas pour les petits producteurs qui ont du mal à vendre leurs produits à un tarif leur permettant de s'en sortir.

Cela rappelle la période de 1987-1988, quand Félix Houphouët-Boigny avait bloqué les exportations de ce produit pour tenter de faire remonter les cours. Après avoir stocké pendant 16 mois des centaines de milliers de tonnes de fèves, le président ivoirien s'était finalement résolu à les céder à prix cassé.

L E U R S O C I E T E

Ni l'État ivoirien, ni l'État ghanéen, ensemble ou séparément, n'arrivent à influer sur les cours du cacao, même si ensemble ils produisent les deux tiers de la production mondiale. Ce qui montre à quel point ils pèsent peu face à la puissance des multinationales qui ont la mainmise sur la filière. Ce sont elles qui imposent leur volonté aux dirigeants de ces deux pays producteurs. Même si parfois ces derniers font mine de s'en indigner, il n'en demeure pas moins qu'ils font aussi partie de ceux qui s'enrichissent de l'exportation de cet « *or brun* ».

La campagne présidentielle est terminée et les gens du pouvoir considèrent sans doute qu'ils ont d'autres chats à fouetter. Quant aux petits paysans et aux ouvriers qui sont à la base de la production, ils sont les laissés-pour-compte.

INCONCEVABLE MAIS VRAI !

Chaque jour, dans les journaux ou sur internet, les gens dénoncent l'incurie dans les hôpitaux publics. Si ce ne sont pas les médicaments, c'est le personnel qui manque ou le matériel qui est défaillant. Ce qui fait qu'une partie de la population a tendance à se rendre dans les cliniques, infirmeries ou de maternités privées des quartiers. Mais dans ces lieux, la situation est loin d'être ce que certains pourraient croire.

Voici un témoignage qui donne un éclairage sur ce qui s'y passe. Il s'agit de quelqu'un qui y travaille :

« *J'exerce quelque part à Abidjan dans une sorte de maternité privée. Pour accumuler sa fortune, la patronne veut des travailleuses multi tâches. Nous faisons aussi bien le ménage, les soins infirmiers, que le rôle de sage-femme, de caissière, de pharmacienne ou de cuisinière. Nous sommes plus que des machines.*

Pour la plupart des soins que nous faisons, nous n'avons pas de gants car la patronne trouve que c'est trop coûteux. On ne se croirait pas dans un centre de soin ! Le risque que nous courrons d'être contaminés par des maladies dangereuses ou la mise en danger de la vie des malades, ce ne sont ne sont pas ses problèmes On ne soigne pourtant pas les gens pour se rendre malade ou pour tomber soi-même malade ! En plus de cela, nous ne sommes pas payés correctement.

L E U R S O C I E T E

L'autre jour, j'ai refusé d'injecter un médicament périmé à un patient. La patronne a fait tout un tapage pour ça. Pour elle, tant que les flacons achetés ne sont pas terminés, on doit les utiliser, peu lui importe s'ils sont périmés depuis un an. Ce que cela fait sur les patients, ce n'est pas son problème. Quant aux prix des médicaments dans cette petite clinique, ils sont 5 à 10 fois plus chers que dans les pharmacies ».

Ce témoignage fait froid dans le dos. Malheureusement, c'est sûr qu'on pourrait retrouver des histoires pareilles dans d'autres cliniques, infirmeries et salles de soins qui sont dans les quartiers. Pourtant ces dernières prospèrent car elles sont là pour suppléer à la défaillance de l'État. Celui-ci ne fait les contrôles nécessaires pour savoir si un minimum d'hygiène y est respecté et de s'assurer de la qualification de ceux qui y exercent, etc. Ce sont les pauvres qui viennent s'y soigner. Leur sort n'intéresse personne.

Dans la société capitaliste, même dans les endroits où il est question de la vie des gens, c'est la course aux profits qui prime sur tout le reste !

LES PROFITS COULENT À FLOTS POUR LES CAPITALISTES !

Le PDG de l'entreprise Barrick Gold Corporation qui s'occupe de l'extraction de l'or à Tongon au nord de Korhogo, a déclaré que malgré le Covid son entreprise a distribué plus de 81 milliards de dividendes à ses actionnaires, rien que pour l'année 2020.

Cette entreprise empoisonne impunément les populations riveraines qui ont déjà constaté les années passées des quantités importantes de poissons morts sur une étendue de plusieurs kilomètres dans la rivière, probablement à cause des produits toxiques utilisés par cet exploitant minier.

Quelques notables et autres chefs de villages ont bénéficié d'une villa gracieusement offerte par ce généreux capitaliste. On peut aussi imaginer que les dirigeants politiques de tout bord ont touché des pots-de-vin pour leurs complicités sinon pour services rendus !

Et à la base de toute cette richesse distribuée à tous ces parasites, il y a l'exploitation et la souffrance des ouvriers de cette mine

L E U R S O C I E T E

LA BARBARIE DE L'EXCISION A ENCORE DE BEAUX JOURS !

À l'occasion de la « *journée mondiale de luttes contre les mutilations génitales féminines* », la « *ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant* », Ramata Ly-Bakayoko a fait un discours à faire vomir.

Contre toute évidence elle affirme avoir recensé seulement « *dix cas* » de filles excisées au mois de janvier pour tout le territoire ivoirien. Mais rien que ce chiffre montre à quel point l'État continue de tolérer cette barbarie d'un autre temps.

Cette ministre nous apprend qu'une enquête réalisée en 2016 indiquait que plus de 36% des femmes avaient subi une mutilation génitale dans ce pays, dont jusqu'à 75% des femmes au Nord et 62% à l'Ouest.

Ce qui ne l'a même pas empêché de remercier, « *au nom du gouvernement* », « *les leaders communautaires et les guides religieux* » eux qui, soi-disant « œuvrent avec *abnégation en vue d'éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, et en particulier les mutilations génitales féminines* ». Quel cinéma ! Elle manque de courage politique pour combattre ce fléau.

Après de telles paroles, on peut deviner que cette politicienne cherche tout simplement des appuis auprès de ces notables rétrogrades pour être élue aux législatives. Son poste de ministre étant en jeu, les pauvres filles qu'on excise pèsent peu à côté du strapontin qu'elle veut garder.

UNE PASSOIRE POUR LES CAPITALISTES !

Le Général à la tête de la douane ivoirienne s'exprimait devant la presse pour vanter les performances de ce secteur placé sous son autorité. Il disait fièrement que la collecte de taxes réalisée par ses services est en constante hausse d'année en année, et cela malgré le Covid. Ainsi, pour 2020, les entrées se chiffrent autour de deux mille milliards de francs.

Sauf que deux jours après cette conférence de presse, ces mêmes journaux nous apprennent qu'en l'espace de deux jours de contrôle sur l'axe Abidjan-Aboisso, les douaniers ont arrêté 14 camions avec de fausses déclarations. Là où il est déclaré 7 299 bidons d'huile, il y en a 21 618 ; pour 3 406 sacs de lait en poudre déclarés, le camion transporte 8 535. Sur un autre camion, pour 446 colis déclarés, on en compte 2 317. Pas plus tard que la semaine dernière, en lieu et place de soi-disant pièces détachées, un conteneur cachait carrément un petit avion.

L E U R S O C I E T E

Ce n'est là évidemment que la partie visible de l'iceberg. Ce n'est pas un hasard si nombre de députés sont avant tout des hommes d'affaires : il y en a comme feu Wattao, cet ex-rebelle de Soro-Ouattara, qui sont spécialisés dans l'importation de véhicules. D'autres importent par milliards des intrants agricoles. Il y en a qui exercent dans le commerce de carburant et desservent le Nord de la Côte d'Ivoire, voire au-delà. On peut imaginer toutes sortes de connexions entre ces hommes d'affaire et ceux qui ont des responsabilités dans les circuits douaniers.

Alors, il faut croire que leur prétendue lutte contre la fraude douanière est avant tout de la poudre aux yeux : On prend quelques petits lampistes la main dans le sac pour permettre aux plus gros de magouiller à tout va.

TOUT EST PERMI AUX RICHES ET À LEURS SERVITEURS !

En 2018, un immeuble en construction s'écroulait à Yamoussoukro faisant dix morts et 19 blessés. Les familles des victimes et les rescapés n'avaient pas pu poursuivre l'un des principaux responsables du fait de son immunité en tant que député. Voilà qu'ils apprennent qu'il est de nouveau candidat aux législatives à Adzopé. Ils ont donc à nouveau saisi la justice pour l'empêcher de se représenter.

Il y a très peu de chance que ces victimes obtiennent gain de cause parce que si les autorités commencent par empêcher les politiciens traînant une casserole ou ayant du sang sur les mains de se présenter aux élections, les capitalistes finiront par manquer de larbins pour servir leurs intérêts. Ce vivier politique est un vrai panier de crabes !

DEUX PERSONNES ACCUSÉES DE SORCELLERIE BRULÉES VIVES

Suite au décès d'un jeune, deux personnes ont été brûlées vives dans un village d'Agboville parce que certains crédules pensent que c'est le « *cercueil* » du défunt qui les a dénoncées

Ce phénomène est récurrent dans toutes les régions du pays. On se croirait encore au Moyen Âge, alors qu'on est à l'ère d'internet et des nouvelles technologies !

C'est qu'il y a quelque chose de profondément pourri dans cette société capitaliste où on laisse des populations entières dans l'ignorance et la barbarie.

L E U R S O C I E T E

ENFANTS VENDEURS AMBULANTS : C'EST CE QUE LA BOURGEOISIE NOUS OFFRE

Sur les réseaux sociaux, l'image d'une petite fille vendeuse ambulante fatiguée et allongée à même le sol avec sa bassine de bananes à côté, a fait le buzz ces dernières semaines.

C'est de plus en plus le quotidien, de nombreux enfants des familles des travailleurs. On les voit de plus en plus nombreux aux feux tricolores, vendre de l'eau, des jus, des mouchoirs en papier, etc.

Comment s'en étonner, quand on sait que les revenus des parents suffisent de moins en moins à assurer les besoins de la famille. Les conditions d'existence des travailleurs ne cessent de s'aggraver pendant que les riches ne savent plus quoi faire des richesses qu'ils engrangent en exploitant les travailleurs.

Alors, les dirigeants peuvent toujours chanter l'école obligatoire pour tous, l'interdiction du travail des enfants, etc. Ils se font plaisir mais tout le monde sait bien que ça ne correspond pas à la réalité

WILLIAMSVILLE : UNE MANIFESTATION CONTRE DES CORPS HABILLÉS TUEURS

Williamsville, un sous quartier populaire d'Adjamé, a été secouée par la colère des habitants qui protestaient contre une « *bavure* » policière. Un jeune est parti acheter du pain dans une boulangerie, il a été pris pour cible par des corps habillés qui l'ont abattu d'une balle, tout simplement parce qu'ils ont considéré qu'il s'agissait d'un « *microbe* ».

Lorsque la nouvelle de l'assassinat de ce jeune s'est répandue dans le quartier, les habitants sont spontanément sortis pour manifester leur colère. Les véhicules des corps habillés ont été caillassés, ils ont filé la queue entre les jambes.

Le lendemain, la colère n'était toujours pas tombée. Les voies d'accès au sous-quartier ont été barricadées. Les gens sont sortis massivement et ont battu le pavé pour dénoncer ce qui n'est rien d'autre qu'un assassinat. En même temps, ils ont dénoncé les rackets et autres exactions des forces de l'ordre.

Les corps habillés sont revenus disperser les manifestants, mais le ras-le-bol était tel que les gaz lacrymogènes et les matraques ne sont pas arrivés à bout des manifestants. Les autorités supérieures ont été obligées de venir sur le terrain pour essayer de calmer la situation. Trop, c'est trop !

NIGERIA : SHELL, OR NOIR ET MAINS SALES

Nous reproduisons ci-dessous un article publié par nos camarades de Lutte Ouvrière en France dans leur journal hebdomadaire du 17 Février 2021

Le 29 janvier, un tribunal néerlandais a reconnu la responsabilité de Shell dans la pollution de villages entiers au Nigeria et l'a condamné à financer les réparations nécessaires sur l'oléoduc, afin de limiter les fuites de pétrole. Le montant des indemnisations est reporté à plus tard.

Il s'agit bien d'une victoire, treize ans après le début d'une procédure lancée en 2008 à la suite de la plainte de quatre paysans nigérians, soutenus par diverses associations. On peut malheureusement douter des suites concrètes pour la population de la région. Le groupe pétrolier anglo-néerlandais fait d'ailleurs l'objet d'une autre poursuite judiciaire concernant l'arrestation et la condamnation à mort de militants pacifistes qui s'étaient opposés à Shell et l'avaient obligé à se désengager du Sud du pays en 1993. Mais, l'année suivante, un coup d'État avait opportunément permis de réprimer cette contestation : les leaders de la résistance furent assassinés, emprisonnés, condamnés à mort... Et Shell put revenir reprendre l'exploitation des champs de pétrole.

Après des décennies de cette exploitation féroce, la région est ravagée : le manque d'entretien des oléoducs, les sabotages de groupes qui dénoncent la présence de la major, les fuites ont complètement détruit la faune et la flore, forçant les habitants à fuir.

En 2011, un rapport du Programme des Nations unies pour l'Environnement pointait déjà l'implication de Shell dans cette situation catastrophique. À peine 11 % des sites répertoriés ont commencé à être dépollués, par des entreprises dont ce n'est pas le métier. Personne ne sait ce qu'il est advenu des 31 millions de dollars alloués depuis 2018 pour ce programme. Shell étant présent dans les conseils d'administration des entreprises censées nettoyer les sites pollués, il n'est pas étonnant que rien n'avance.

Avec deux millions de barils exportés chaque jour, le Nigeria est le plus gros producteur de pétrole d'Afrique. Non seulement la population ne voit pas les retombées de cette manne, mais elle est au contraire victime de la soif d'or noir des entreprises comme Shell, qui ravagent des régions entières, en bénéficiant d'une impunité à peine troublée par le paiement de quelques amendes.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.